

Saskatchewan, M. R. R. Atkinson. Ceci se passait le 9 janvier. Les gens de la Saskatchewan sont piqués, non qu'ils soient en colère contre le gouvernement, mais...

M. Horner (Acadia): Parce que le Syndicat du blé de la Saskatchewan dépense des millions en propagande à ce sujet.

M. Argue: Cela n'est pas vrai. C'est une déclaration trompeuse et inexacte.

M. Horner (Acadia): Lisez-la.

M. Argue: Si mon honorable ami désire s'abonner à ce journal, il peut payer son propre abonnement.

M. Horner (Acadia): Je n'ai pas à m'y abonner; on me l'envoie.

M. Argue: Je n'ai pas le mien gratuitement, je le paye. Le Syndicat du blé de la Saskatchewan a tenu une réunion, à Saskatoon, et 1,900 personnes y assistaient. Elles ont rempli les salles de bal de l'hôtel Bessborough. Elles réclamaient des versements d'appoint.

J'ai dit que les agriculteurs n'étaient pas particulièrement mécontents du gouvernement actuel. Ce n'est pas un problème né des tout derniers mois, mais un problème qui date de plusieurs années. Ils ont espéré que le gouvernement agirait, mais il ne bouge pas. L'année dernière, quand le discours du trône a été présenté, on avait espéré que quelque chose de plus serait fait. Lorsque le motionnaire de l'Adresse en réponse au discours du trône a parlé de la question des versements d'appoint et de la mesure prise par le syndicat du blé de la Saskatchewan, il a dit, ainsi qu'en fait foi le hansasard, à la page 22:

Le syndicat de la Saskatchewan soutient que les cultivateurs ne peuvent attendre les résultats d'un programme à longue portée. Cet énoncé qu'on a fait à maintes reprises dans le passé explique peut-être pourquoi on n'a jamais appliqué un programme national.

Il impute au syndicat du blé l'absence de politique agricole nationale.

Le programme défini du gouvernement actuel est connu et, règle générale, il a l'appui des organismes agricoles. Il est destiné à extirper les causes profondes de l'instabilité en agriculture. Certaines des difficultés à aplanir ne disparaîtront, il est vrai, que moyennant des mesures à longue portée. Toutefois, tout effort tenté pour paralyser ou retarder l'application d'une politique agricole vraiment nationale ferait tort au cultivateur.

Les organismes compétents du syndicat agricole et l'Union des cultivateurs, loin de desservir l'agriculture, l'aident beaucoup en signalant aux Canadiens, notamment aux députés, l'état si pénible de l'agriculture aujourd'hui.

Nous nous attendions que le gouvernement ferait quelque chose pour aider les petites

entreprises. Le premier ministre est toujours mal cité, mais le *Guardian* de Charlottetown, numéro du 28 février 1958, lui attribuait la déclaration suivante:

Il a annoncé que le gouvernement a l'intention, s'il est réélu, de mettre à l'étude, dès la première session, un régime grâce auquel la petite entreprise pourrait se développer dans des conditions raisonnables et avoir à sa disposition un mode de financement qui est censé lui permettre de faire face à ses responsabilités tant au point de vue de son expansion qu'à celui d'assurer de nouveaux emplois.

On a promis à la petite entreprise un mode de crédit qui permettrait aux petits exploitants de développer leurs entreprises. On lui a promis un nouveau mode de financement; toutefois, il n'en est pas du tout question dans le discours du trône. Le gouvernement a répudié ses promesses électorales. Au lieu d'un discours du trône rempli d'annonces de nouvelles mesures à rétablir le plein emploi, à freiner l'inflation actuelle, à instituer un régime de sécurité de la vieillesse, comme on l'avait promis, à fournir du crédit aux gens d'affaires, à accorder la parité et non la charité, on nous a servi un discours du trône qui ne renferme rien qui puisse réaliser les nombreuses promesses qu'on avait faites. C'est un discours du trône anémique. Le gouvernement nous offre une politique qui n'est que la répétition de la politique de l'ancien gouvernement, laquelle avait mené le pays dans le marasme.

Je n'ai pas l'avantage, si c'est bien un avantage, de pouvoir parler *ad libitum*, et comme j'ai été interrompu, bien que de façon très agréable, et que l'heure avance, il ne me reste que le temps de toucher quelques autres points. J'ai parlé des promesses du gouvernement et de son inaction. Mais j'exhorte le gouvernement, à ce moment de la session, à prendre des mesures d'urgence pour aider les chômeurs. Le gouvernement devrait présenter incontinent toute mesure législative qu'il estime utile pour résoudre ce très sérieux problème.

Le premier ministre est habile plaideur. Il sait habituellement répondre à tout argument mis de l'avant par qui que ce soit en cette Chambre, mais j'ai été troublé de l'entendre dire au chef de l'opposition ces paroles que j'ai recopiées textuellement: "Je dois dire que le discours qu'il a prononcé aujourd'hui n'est pas à la hauteur de ses responsabilités en tant que chef de l'opposition, à une époque où le monde passe par une période difficile et pénible, où le monde communiste lance contre le monde libre un assaut économique sans précédent, à une époque où l'on entend des propos comme ceux tenus hier soir par M. Mikoyan, en réponse aux questions qu'on lui posait au cours d'une conférence de presse."